

À propos du présent document

Le ministère des Finances du gouvernement du Nunavut (GN) prépare le présent document à partir des dernières données disponibles au moment de la rédaction, quelques semaines avant le dépôt officiel du budget du GN. Veuillez noter que certaines données peuvent varier par la suite. Si vous avez des questions sur les données utilisées, n'hésitez pas à communiquer avec nous à l'adresse info@gov.nu.ca.

Principaux indicateurs budgétaires

Les éléments suivants décrivent la situation budgétaire du gouvernement du Nunavut. En règle générale, les montants sont exprimés en millions de dollars (M\$) et en milliards de dollars (G\$), et comprennent les calculs de la variation d'une année sur l'autre en pourcentage (%) ou en point de pourcentage (pp). Les totaux indiqués peuvent être arrondis. À moins d'indication contraire, la variation est mesurée par rapport au budget des dépenses révisé de l'exercice précédent et non par rapport au budget principal des dépenses de cet exercice. Dans le même ordre d'idées, ce document ne présente que les chiffres des activités gouvernementales fondamentales ou « non consolidées », sauf indication contraire. Lorsqu'il est utilisé, « p » indique prévision et « r » indique révisé.

Recettes

Total des recettes **2 974,50\$**
2024-2025 non consolidé +4,7%

Le total des revenus correspond à la somme des ressources financières générées et obtenues par le GN dans le but de financer ses activités, ses investissements et ses autres dépenses. Le GN s'attend à des revenus de 2,97 G\$ en 2024-2025 par le biais de transferts fédéraux, de revenus provenant d'ententes avec des tiers, de taxes et d'impôts ainsi que d'autres revenus autonomes, y compris les fonds renouvelables et les montants recouverts de l'exercice précédent. Il s'agit d'une baisse de 5 %, soit une diminution de 132 M\$, par rapport au montant prévu de 2,84 G\$ pour 2023-2024. Nous nous attendons à une croissance des taxes et de la plupart des transferts en 2022-2023, mais le financement global devrait chuter en raison de la nature extraordinaire des différents paiements ponctuels de tiers versés par le gouvernement fédéral pour l'aide liée à la COVID-19 en 2021-2022.

Transferts Fédéraux **2 237,60\$**
Budget principal des dépenses 2024-2025 +6,4%

Le GN reçoit des transferts fiscaux du gouvernement du Canada dans le cadre de diverses ententes de financement et d'ententes réglementaires. La plus importante de celles-ci, la formule de financement des territoires (FFT), rapportera 2 109,5 M\$ en 2024-2025, soit 7 % de plus qu'à l'exercice précédent. La FFT est un versement inconditionnel annuel (« sans modalités contraignantes ») qui reconnaît que les territoires, compte tenu de la petite taille de leur économie et de leur assiette fiscale, ne sont pas en mesure de générer seuls suffisamment de revenus pour offrir des services publics comparables à ceux du reste du Canada. On compte parmi les autres transferts fédéraux le Transfert canadien en matière de santé (52 M\$; 10 % des dépenses totales en santé), le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (17 M\$), la taxe sur le carbone (10 M\$), ainsi qu'un certain nombre d'autres dispositions qui visent les ministères de la Santé, de la Justice et des Services à la famille. Collectivement, la FFT et les autres transferts fédéraux représentent 75 % des revenus totaux du GN (par comparaison, ceux-ci atteignent 36 % pour le Nouveau-Brunswick, et 16 % pour la Colombie-Britannique).

Revenus tirés d'ententes avec des tiers **431,30\$**
2024-2025, Ministère des Finances du GN - 6,0%

Les revenus reçus du gouvernement fédéral (427 M\$ ou 99 %) et d'autres organismes (~4 M\$ ou 1 %) sont versés par le biais d'ententes qui prescrivent des exigences explicites sur la façon dont le GN doit dépenser l'argent. Ces revenus « avec conditions » sont différents des ceux sur lesquels nous avons le plein pouvoir et que nous pouvons dépenser sans contrainte (p. ex., les transferts, les taxes, etc.). Le GN prévoit de recevoir environ 431 M\$ de tiers en 2024-2025, montant dont près de 55 % iront aux produits livrables F et E et 45 % aux projets d'immobilisations. Les dépenses des tiers seront pratiquement modifiées par rapport à l'année dernière, à mesure que les mesures de contrôle des coûts post-COVID-19 du gouvernement fédéral commenceront à entrer en vigueur. Le budget principal des dépenses et le budget des dépenses en immobilisations comprennent des annexes où figure une liste des dernières ententes, dont les ententes majeures pour les Services de santé non assurés (131 M\$), le financement non renouvelable en santé (23 M\$), l'Entente sur le mieux-être au Nunavut (20 M\$) et l'Entente sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (10 M\$). Les revenus provenant de tiers sont plutôt difficiles à prévoir puisqu'ils dépendent des choix de financement, des budgets et des échéanciers des organisations de financement externes. Il est possible que d'autres ententes soient signées plus tard au cours de

Impôts et taxes **170,50\$**
2024-2025, ministère des Finances du GN +5,8%

Le GN s'attend à percevoir près de 170 M\$ en taxes et en impôts en 2024-2025, une augmentation d'environ 9,4 M\$ par rapport au montant actuellement prévu pour 2023-2024 (+ 6 %). Cette somme provient principalement de l'impôt sur le revenu des particuliers (40 M\$) et de l'impôt sur le salaire (44 M\$) qui dépendent du nombre et de la qualité des emplois et des salaires du territoire. La taxe sur le carburant (22 M\$) devrait également augmenter, rebondissant après une année 2023-2024 plus lente que prévu. Les taxes sur le tabac (24 M\$, auxquelles s'ajoutent 0,3 M\$ en recettes fiscales sur le cannabis) devraient se maintenir, tandis que les biens immobiliers (16 M\$) augmenteraient légèrement. Il en va de même pour l'impôt sur le revenu des sociétés (21 M\$), lequel dépend des bénéfices des compagnies constituées en personne morale. Ensemble, il est prévu que les taxes et impôts représenteront 6 % des revenus totaux du GN, en légère hausse par rapport à l'an dernier. Les revenus fiscaux des provinces et des territoires ont augmenté de 10 % en 2022-2023, le dernier exercice

	2024-2025	2023-24(r)	2023-24	2022-23
Impôt sur le revenu des par-	39,6	38,1	34,0	27,8
Impôt sur le revenu des sociétés	20,9	18,7	24,8	22,7
Impôt sur le salaire	44,3	42,39	43,2	41,1
Taxe sur le tabac	24,0	23,5	22,1	23,5
Taxe sur le carburant	21,9	19,7	22,8	17,8
Impôt foncier	15,9	15,1	14,8	14,4
Taxe sur les assurances	3,6	3,4	3,4	3,1
Tax sur le can-	0,3	0,3	0,2	-
Total	170,5	161,1	165,3	150,4

	Budget principal des dépenses 2024-25	Budget des dépenses révisé 2023-24	Budget principal des dépenses 2023-24	Dépenses réelles 2023-24
FTT et autres Transferts Fédéraux	2237,6	2102,1	2102,1	2112,9
Revenus tirés d'ententes avec les tiers	431,3	433,9	433,9	418,1
Recettes Fiscales	170,5	161,1	161,1	165,3
Fonds Renouvelables	54,4	42,17	42,17	42,7
Autres Revenues Autonomes	66,7	88,5	88,5	86,2
Montants recouverts de l'exercice précédent	14,0	14,0	14,0	13,0
Total des Revenus	2 974,5	2 842,3	2 838,2	2 593,9

Impôt territorial/PIB

3.0%

2024-2025, ministère des Finances du GN

aucune fluctuation

Une façon de mesurer la complexité d'une économie et la charge relative d'un régime fiscal est d'établir le rapport entre la charge fiscale du gouvernement et le produit intérieur brut (PIB). Pour 2024-2025, nous prévoyons que celui-ci augmentera juste au-dessus de la barre de 3 % au Nunavut, ce qui est plutôt faible (comparativement à près de 10 % en Ontario; à environ 15 % à l'Île-du-Prince-Édouard; à 7 % en Alberta et à 10 % à l'échelle nationale); cette donnée reflète la faiblesse de l'assiette fiscale du territoire et l'importance des transferts fédéraux qui soutiennent l'activité gouvernementale.

Montants recouverts de l'exercice précédent

14,0 \$

2024-2025, ministère des Finances du GN

- Aucune Variation

Le GN s'attend à déclarer environ 14 M\$ en recouvrements sur l'exercice précédent en 2024-2025. Ces revenus sont obtenus lorsque le GN récupère de l'argent après l'avoir dépensé; par exemple, lorsqu'il reçoit un remboursement pour l'achat de biens retournés ultérieurement.

Commentaire sur les recettes

2024-2025, ministère des Finances du GN

- Une taxe sur l'alcool sur tout l'alcool consommé ou importé sur le territoire a été introduite à l'Assemblée en mai 2022. Elle a fait l'objet de trois lectures et est devenue une loi au printemps 2023. Cependant, elle n'est pas encore entrée en vigueur, car le gouvernement décide des taux et d'autres questions administratives.

- Les taux d'imposition par mille sur la propriété foncière pour la zone d'imposition générale, c'est-à-dire pour toutes les propriétés situées à l'extérieur d'Iqaluit, seront fixés pour l'année d'imposition 2024, et des avis d'imposition seront envoyés à toutes et tous les propriétaires d'ici le début de l'automne. Les tarifs de l'usine ont été augmentés de 10 % en 2023. Évaluation générale 1er octobre 2023. Exigences administratives.

Revenus renouvelables et autres revenus autonomes 121,10\$

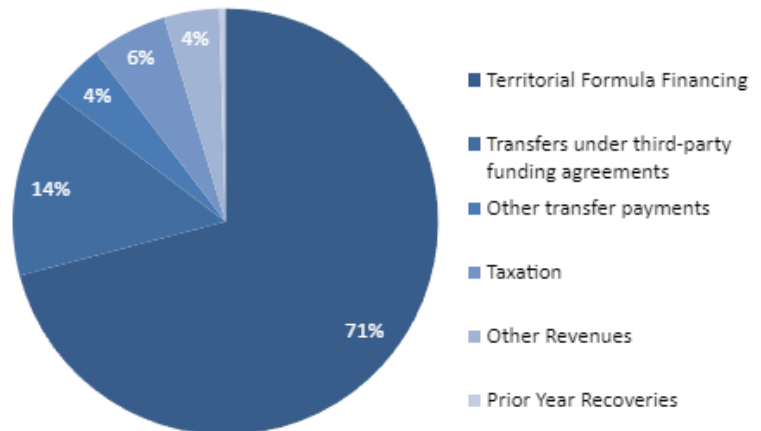
2024-2025; -7,7%

Outre les taxes et les impôts, le GN tire des recettes d'un certain nombre de sources. En 2023-2024, par exemple, nous nous attendons à percevoir environ 21,3 M\$ en loyers pour les logements du personnel du GN, montant auquel s'ajoutent 45,4 M\$ provenant d'une vaste gamme d'autres sources de recettes. Ces recettes dans la catégorie « autre » comprennent notamment l'argent recueilli des droits de permis, des frais de service, des pénalités et des amendes, des produits de l'assurance et de l'intérêt.

Le GN génère également des recettes par le truchement de fonds renouvelables, particulièrement de la Division des produits pétroliers (DPP, 41,0 M\$, le cout net des produits vendus est d'une valeur de 251,2M\$; il est prévu que les revenus de DPP chutent de 10,6 M\$, constituant l'essentiel du déclin dans cette catégorie de recettes) et de la Société des alcools et du cannabis du Nunavut (par la vente au cout net de 13,4M\$ des produits vendus ayant une valeur de 7,9 M\$). Les fonds renouvelables comprennent l'argent découlant des frais imposés aux usagers (comme la vente de carburant ou d'alcool) jusqu'à concurrence du montant prévu par la loi (pour la Société des alcools et du cannabis du Nunavut, par exemple, ce montant est de 15 M\$ en actif net). Les profits nets sont versés dans le Trésor comme c'est le cas pour un dividende.

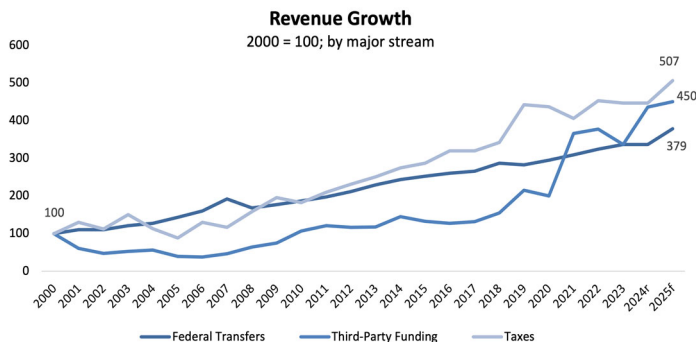
Total des recettes

2024-2025, par type



Croissance des revenus

2000 = 100; par courant principal



Dépenses ministérielles

2490,30\$

2024-2025; Ministère des Finances du GN

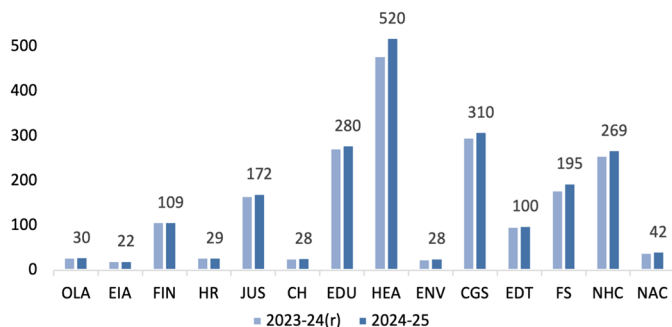
-2,2%

Dans l'élaboration de son budget, le GN inscrit 2,50 G\$ pour les dépenses ministérielles en 2024-2025, représentant une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit du montant total que le GN prévoit affecter à son budget des dépenses en immobilisations et à son budget principal des dépenses. De cette enveloppe, 2 134,6 M\$ seront consacrés au fonctionnement et à l'entretien (F et E), et 355,8 M\$ iront à de nouveaux projets d'immobilisations.

Le GN affecte 98 M\$ de plus au fonctionnement et l'entretien (F et E) en plus du montant de 2 036 M\$ inclus dans le budget des dépenses révisées de 2023-2024 (5 %). La majeure partie de cette augmentation nette sera attribuable à l'augmentation des dépenses des ministères de la Santé (41 M\$ ou 9 %) et des Services à la famille (16 M\$, également de 9 %). Le logement (le budget de SHN est en hausse de 12 M\$ ou 5 %) et les services communautaires (Services communautaires et gouvernementaux en hausse de 12 M\$ ou 4 %) seront également des facteurs clés. À l'avenir, la santé et l'éducation demeureront probablement de sérieux défis en matière de coûts pour toutes les administrations canadiennes, y compris le Nunavut. La jeunesse de la population et le vieillissement des Nunavoises et Nunavois font en sorte que la demande d'écoles et de soins de santé augmente, sans parler de l'inflation des prix qui a récemment atteint des taux jamais vus depuis des décennies.

Dépenses de F&E

Revisées 24 vs 'Budget principal 25 \$M



*La SHN déduit les recouvrements de locations publiques et les contributions de logement de la SCHL du montant total d'exploitation et d'entretien.

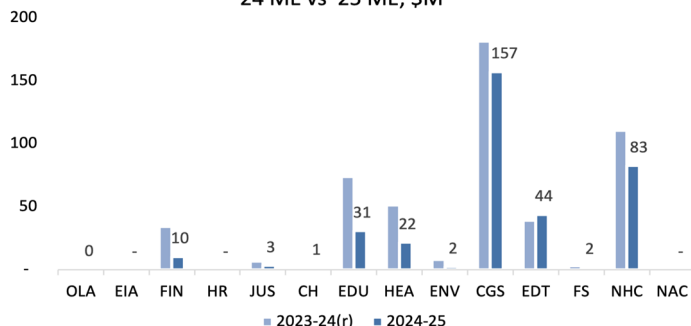
En ce qui concerne les immobilisations, nous prévoyons allouer 356 M\$ en nouvelles dépenses en 2024-2025 (une augmentation de 5 % par rapport à ce qui avait été prévu pour les estimations d'immobilisations pour 2023-2024). S'il est vrai que ce montant semble de beaucoup inférieur au montant de 511 M\$ alloué en vertu du budget des dépenses en immobilisations et des affectations de crédits supplémentaires en 2024-2025 (budget des dépenses révisé, -30 %), il faut tenir compte des reports des immobilisations – des dépenses reportées aux exercices suivants principalement en raison de retards dans les chantiers en raison de difficultés liées à la construction en Arctique, mais aussi à cause des problèmes d'approvisionnement et de la pénurie de main-d'œuvre en construction – qui ne permettent pas une comparaison fidèle de ces données. Par exemple, le montant révisé pour 2023-2024 comprend non seulement les crédits de 338 M\$ alloués aux nouvelles immobilisations dans le budget des dépenses en immobilisations de 2023-2024,

mais également le « à reporter » de 170 M\$ pour les projets non terminés de l'exercice 2022-2023. Les 23 M\$ restants sont allés à d'autres projets d'immobilisations (c'est-à-dire, des projets approuvés après la présentation du budget des dépenses en immobilisations). Nous prévoyons un report des immobilisations similaire en 2024-2025.

Dépenses d'immobilisation

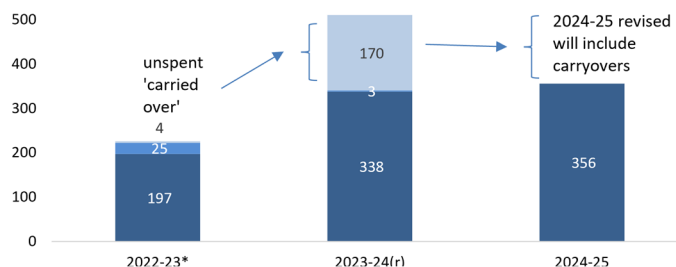
Budget principal 2024 vs 2025; \$ M

Capital Spending '24 ME vs '25 ME; \$M



Reports en action

Non-Consolidé, en M\$, par période comptable



Reports en immobilisations, Total annuels; en M\$

Capital Carryovers annual (gross) total; \$ M



Plan d'immobilisations 2024-2025 à 2028-2029

Immobilisations approuvées pour 2024-2025 : 359,6 M\$ en projets d'immobilisations pour la première année du plan. Immobilisations prévues jusqu'en 2028-2029 : 1 424,9 M\$ en projets d'immobilisations proposés pour les cinq années du plan.

Valeur totale des projets du plan : 2 107,6 M\$ au total en projets d'immobilisations liés au plan (y compris les dépenses antérieures et futures exclues du plan quinquennal).

Chantiers en cours : 44 (comparativement à 26 en 2023-2024).

% consacré au logement : Les programmes de logement et connexes à l'hébergement pour 2024-2025 sont soutenus par un crédit de 23 % (82,7 M\$)

Dépenses

	Budget principal des dépenses	Budget des dépenses révisé	Budget principal des dépenses	Dépenses réelles
	2024-2025	2023-2024	2023-2024	2022-2023
Dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 134,6	2 036,2	2 022,1	1 925,0
Dépenses en immobilisations	355,80	**510,5	338,0	197,4
Dépenses ministérielles	2 490,3	2 546,7	2 360,1	2 122,3
Variation nette des immobilisations	(80,2)	(217,0)	(25,0)	(5,2)
Dépenses liées aux fonds renouvelables	54,1	43,3	43,2	51,2
Dépenses liées aux ententes avec des tiers	431,3	433,9	418,1	323,7
Dépenses de fonctionnement	2 895,5	2 806,9	2 796,4	2 492,0
Exigences supplémentaires	100,0	50,0	50,0	-
Total des dépenses prévues	2 995,5	2 856,9	2 846,4	2 492,0

Notes : Les valeurs prévues pour la variation nette des immobilisations et des dépenses liées aux fonds renouvelables ne sont publiées nulle part ailleurs. Les chiffres définitifs sont publiés chaque année dans les annexes B.1 et B.3 des états financiers non consolidés du GDN. ** ceci inclut 121 M\$ de projet d'immobilisation de 2020-2021, ayant augmenté le budget principal par des approbations supplémentaires

Projets actuels

En 2024-2025, le GN travaillera à la finalisation du nouvel établissement de soins de longue durée de 24 lits à Rankin Inlet.

Six aéroports sont en cours de remplacement ou d'agrandissement grâce au Fonds national des corridors commerciaux et au soutien du GN.

D'autres travaux seront effectués sur le Centre de rétablissement du Nunavut, un projet construit en partenariat avec le gouvernement fédéral. L'objectif d'achèvement est 2025-2026.

Plusieurs usines de traitement de l'eau et des eaux usées feront l'objet de travaux en 2024-2025, notamment à Rankin Inlet, à Sanikiluaq, Arctic Bay, Grise Fiord et à Pond Inlet.

Deux écoles feront l'objet de travaux en 2024-2025 : Rénovation majeure de la nouvelle école secondaire de Taloyoak et de l'école Sakku de Coral Harbour.

Nouveaux projets

Le plan prévoit des fonds en 2024-2025 pour mettre à l'étape de la conception les projets de remplacement du Centre de santé de Qikiqtarjuaq et du Bureau de la faune d'Arctic Bay. Il introduit également les nouveaux projets d'immobilisations suivants : Installation de traitement des eaux usées de Kinngait

(Début : 2024-2025 Fin proposée : 2026-27)

Dépenses d'exploitation

2024-2025; non-consolidée

2 895,50\$

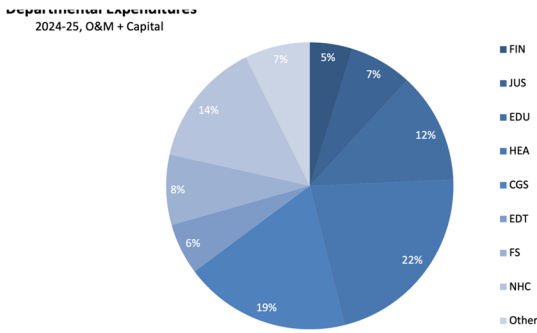
3.2%

Les dépenses de fonctionnement sont calculées en fonction des dépenses ministérielles fondamentales pour le fonctionnement et l'entretien et les immobilisations, auxquelles on ajoute d'autres dépenses ne faisant pas partie des crédits alloués par le GN aux ministères. Parmi ces dépenses, on compte celles liées à l'exploitation des fonds renouvelables – boissons alcoolisées, produits pétroliers, prêts étudiants, magasins publics (54,1 M\$) – et celles engagées dans le cadre d'ententes avec des tiers (431,3 M\$). Comme ces sommes sont dépensées au nom d'organismes externes, elles ne sont pas affectées de la même manière que les dépenses des ministères.

Les dépenses d'exploitation tiennent également compte de la variation nette des immobilisations, une correction liée à la façon dont le GN comptabilise l'acquisition et la dépréciation des immobilisations, les versements effectués au titre de contrats de location-acquisition, et l'amortissement. Cette correction varie en fonction de la planification des crédits d'immobilisations et de la rapidité de réalisation des projets. Comme le GN reporte souvent ces crédits à l'exercice financier suivant (compte tenu du fait que le processus d'approbation des projets d'immobilisations pluriannuels s'étend sur toute la durée du projet, même si les sommes dépensées au cours d'une année donnée ne correspondent pas aux prévisions), le montant de la correction n'est déterminé qu'au moment de la préparation des états financiers de fin d'exercice. Dans ce contexte, le GN s'attend (en supposant qu'il n'y ait pas d'autres ententes supplémentaires avec des tiers) à ce que les dépenses d'exploitation totalisent 2,90 G\$ en 2024-2025, soit une augmentation de 3 % d'une année à l'autre, une croissance modeste compte tenu des pressions inflationnistes mondiales. En comparaison, l'agence DBRS estime que l'augmentation des dépenses provinciales totales récentes (non liées à la COVID-19) au cours des dernières années a varié d'environ 2 % à 6 %.

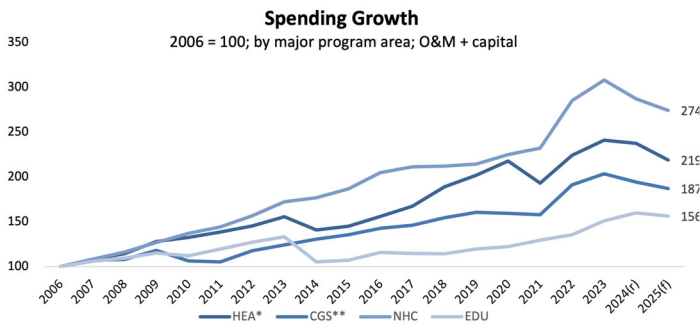
Dépenses ministérielles

2024-2025, F&E + Immobilisations



Croissance des dépenses

2005 = 100; par secteur de programme principal; F et E + immobilisations



Exigences supplémentaires 100,0 \$
2024-2025; ministère des Finances du GN +50%

Le GN réserve 100 M\$ pour les dépenses imprévues et les fonds non alloués en 2024-2025. Ce financement est destiné à aider à compenser les dépassements de dépenses ministérielles et à se donner une certaine marge de manœuvre budgétaire en cas d'insuffisance des revenus, d'imprévus ou d'urgences. Les ministères laissent souvent les fonds devenir périmés et le fonds de prévoyance peut ne pas être dépensé. Néanmoins, en supposant que le GN dépense la totalité des 100 M\$ en imprévus (un chiffre en hausse de 50 M\$ par rapport à avant la pandémie, en raison de l'incertitude financière persistante entourant l'inflation et les pressions sur les coûts en capital), nous prévoyons que les dépenses totales s'élèveront à 2 995,50 M\$ en 2024-2025, en hausse de 5 % par rapport au chiffre révisé de 2 857 M\$

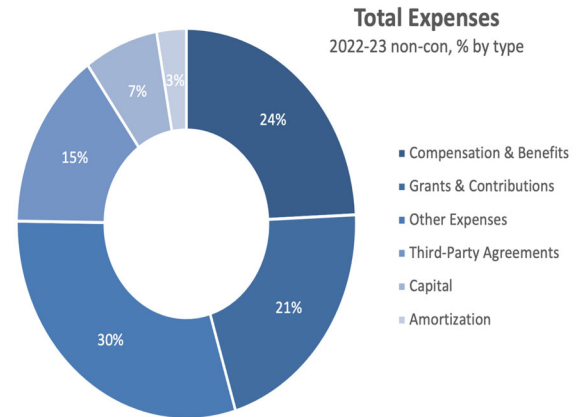
Total des dépenses par habitant 70 858\$ \$
2024-2025; ministère des Finances du GN +2,7%

Au Nunavut, la prestation de services publics est plus coûteuse que dans le reste du Canada en raison du climat, de l'éloignement géographique et du marché monopolistique de petite taille. Le GN fait un suivi minutieux de ses dépenses pour veiller à ne pas dépenser au-delà de ses moyens. Une de ses méthodes de suivi consiste à diviser le total des dépenses selon la population du territoire.

Nous nous attendons à ce que ce chiffre par habitant(e) augmente d'environ 3 % au cours du prochain exercice, pour atteindre un peu moins de 71 000 \$ (le chiffre dans une province typique comme le Manitoba au cours d'une année sans COVID-19 est de 13 000 \$). À titre de comparaison, le GN s'attend à percevoir 4 033 \$ par habitant(e) en impôts (une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente). Il est également utile de mesurer les dépenses publiques sous forme de pourcentage du PIB. Nous nous attendons à ce que cette part de l'économie territoriale passe de 54 % en 2023-2024 à 53 % en 2024-2025 (comparativement, par exemple, à 24 % au Manitoba avant la pandémie, selon l'agence DBRS)

Dépenses Totales

2024-2025, non-con. Par type

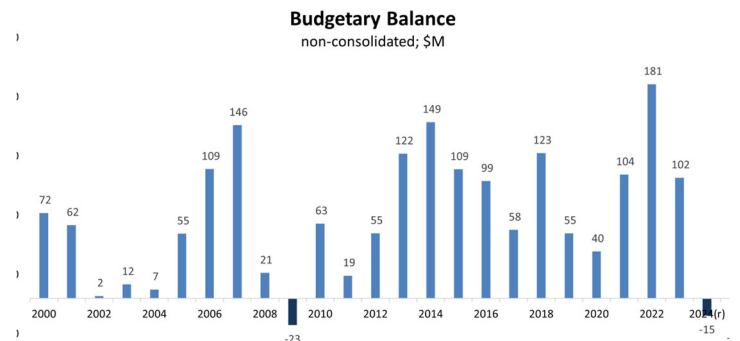


Performance financière

Déficit de fonctionnement -21,0 M\$
2024-2025, GN Finance +6,4 M\$

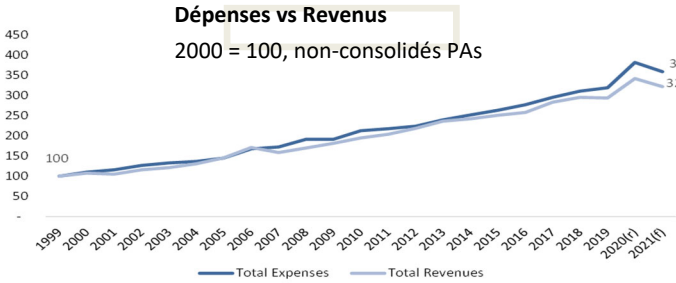
Le GN prévoit actuellement un déficit d'exploitation de 21 M\$ en 2024-2025, ce qui équivaut à 0,7 % de ses revenus. Il s'agit du montant total que le GN s'attend à dépenser en trop, mais le montant définitif dépendra de la part du fonds de prévoyance qui restera inutilisée à la fin de mars 2025, des crédits que les ministères n'auront pas utilisés ou auront reportés à la fin de l'exercice (ceux-ci pouvant être plus élevés que la normale en raison des perturbations dans la construction, ou en lien avec la chaîne d'approvisionnement) et la charge comptable finale relative aux immobilisations. On fera état de ce montant dans les comptes publics de 2025.

Balance Budgétaire non-consolidé ; \$M



Excédent de fonctionnement (déficit) Résumé du fonctionnement

	Budget Principal 2024-2025	Budget des dépenses révisées 2023-2024	Budget Principal 2023-2024	Dépenses réelles 2022-2023
Total Revenues	2 974,5	2 842,3	2 838,2	2 593,9
subtract: Operations Expenses	(2 895,5)	(2 806,9)	(2 796,4)	(2 492,0)
subtract: Supplementary Requirements	(100,0)	(50,0)	(50,0)	-
Projected Operating Surplus/(Deficit)	(21,0)	(14,6)	(8,3)	101,8



Déficit prévu/PIB

2024-2025; non-consolidé

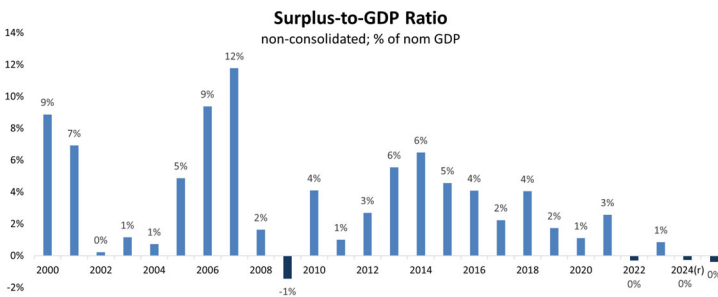
0,4%

aucune fluctuation

Afin de comprendre la santé financière du GN, nous comparons l'ampleur de l'excédent de fonctionnement prévu du GN à la taille de l'économie dans son ensemble (mesurée par le PIB nominal). Un résultat positif indique que le gouvernement a un excédent, tandis qu'un résultat négatif indique que le gouvernement dépense plus que ses revenus. Si le GN dépense les 100 M\$ réservés aux imprévus et que les revenus augmentent comme prévu, le rapport entre le déficit et le PIB non consolidé du GN devrait être de près de 1 % en 2024-2025, soit environ identique aux résultats prévus pour 2023-2024. Du côté fédéral, la directrice ou le directeur parlementaire du budget prévoit un déficit équivalant à -1,1 % du PIB (après une diminution de 1.6 % en 2023-24), en 2024-2025, principalement attribuable à la difficulté du GN à se relever des dépenses extraordinaires liées à la COVID-19.

Ratio du Surplus sur le PIB

non-consolidé; % du PIB nom



Actifs financiers nets

2024-2025; non consolidé

470,60\$

-13,2%

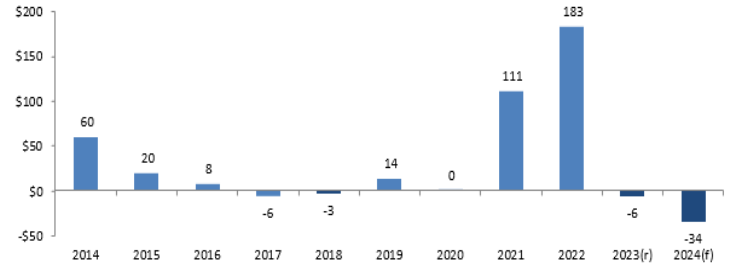
L'actif financier net (dette nette, si le résultat est négatif) correspond à la différence entre ce que doit le GN (le passif) et ce qu'il possède en liquidités pour rembourser ces dettes (l'actif financier). C'est pourquoi on appelle souvent ce montant les « besoins futurs en revenus » d'un gouvernement (une dette nécessitera au moins un montant de recette équivalent si ladite dette doit être remboursée ultérieurement).

L'évolution de l'actif financier net est enregistrée dans le budget principal des dépenses. Cet état consigne les réductions de valeur et les gains nets découlant de la vente d'immobilisations. Par ailleurs, il ne tient pas compte des affectations comptables afin que le total reflète la comptabilité de trésorerie plutôt que la comptabilité d'exercice.

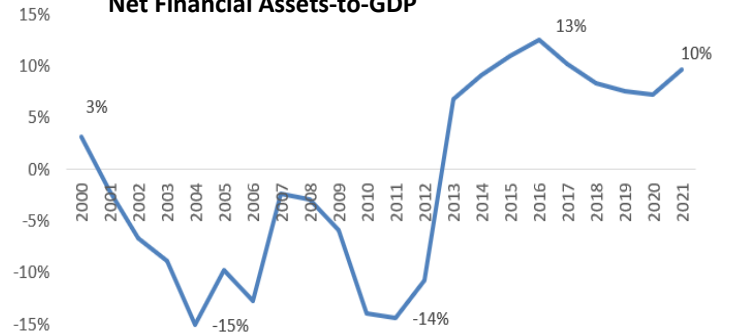
En plus du déficit de fonctionnement de 21,0 M\$ du GN, nous nous attendons à une diminution de 49,3 M\$ de la valeur des immobilisations corporelles,

découlant de redressements comptables à l'égard de l'acquisition d'immobilisations (-133 M\$), des dépréciations (2,1 M\$) et de l'amortissement (81,6 M\$). À la suite de ces corrections et de quelques autres corrections plus petites, le GN prévoit de réduire sa position d'actif financier net de 71,7 M\$. Cela nous laissera un actif net de 470,60 M\$, soit 8,4 % du PIB (-1,9 pp) à la fin de l'exercice.

Variation de l'actif financier net

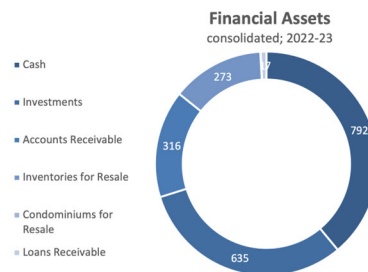


Net Financial Assets-to-GDP



Actifs financiers & Obligations

consolidés 2021-2022; \$M



Actif net (excédent accumulé) **\$ 1903,50\$**
 2024-2025, non-consolidé -1,1%

L'actif net équivaut à la valeur totale des ressources économiques constatées du GN. Cette donnée représente la valeur de tous les actifs du GN, soit l'actif financier (par exemple, la trésorerie) et les biens corporels non financiers (bâtiments, équipement et véhicules), moins le total du passif du GN. Le total correspond aux excédents et déficits de fonctionnement passés et à toutes les corrections résultant des réévaluations. Nous prévoyons que l'actif net du GN diminuera de 21 M\$ en 2024-2025, conformément au déficit de fonctionnement. Nous prévoyons actuellement terminer l'exercice 2023-2024 avec un actif net de 1 924 M\$, et prévoyons donc une baisse de l'actif total à 1 904M\$ d'ici la fin de 2024-2025 (soit 34 % du PIB). Cette valeur nette provient principalement des biens corporels non financiers du GN (centres de santé, écoles, parcs de stockage, etc.), ce qui signifie qu'elle rend bel et bien possible la prestation des services du GN, mais qu'il serait difficile de la réaliser sur le marché libre.

Dettes

Intérêts/total des revenus(%) **0.7%**
 2024-2025, non consolidé (Finances GN) Aucune fluctuation

Le ratio entre les intérêts et les revenus, aussi connu sous « part des intérêts » des frais de service de la dette mesure la part des revenus du GN qui est allouée (en remboursement du capital et d'intérêt) au service de la dette non consolidée du gouvernement (y compris les contrats de location-acquisition et le PGEN). La combinaison des restrictions de dette imposées par la loi, d'antécédents de faibles niveaux d'emprunt, un niveau plus ou moins élevé de subventions conditionnelles ou de financement provenant de tiers, et un taux d'intérêt toujours peu élevé, font que le Nunavut maintiendra le ratio sous 1 % (selon des dépenses de 21,1 M\$ pour les intérêts et les activités de financement), soit sans fluctuation par rapport à 2023-2024. À l'échelle nationale, le dernier chiffre (précédant la pandémie) est de 7 %, mais il varie et

Total de l'emprunt du gouvernement **375,40\$**
 31 December 2023; ministère des Finances du GN -6,7%

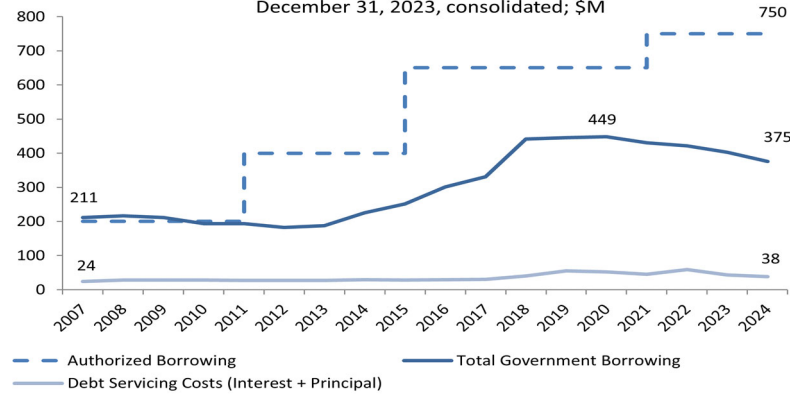
Le gouvernement du Canada fixe un plafond pour la dette contractée par les territoires, laquelle inclut les emprunts réels et les éléments de passif éventuels. Dans le cas du GN, la limite d'emprunt statutaire a été augmentée de 100 M\$ à l'été 2020, portant son total à 750 M\$. Au 31 décembre 2022, le GN avait utilisé 375 M\$ au total (équivalant à 8 % du PIB), se laissant donc une marge de manœuvre de 375 M\$. Le GN utilise principalement cette marge d'emprunt pour garantir des prêts et des établissements de crédit accordés à la Société d'énergie Qulliq (SÉQ, 171 M\$), au projet de l'aéroport d'Iqaluit (146 M\$) et à la Société d'habitation du Nunavut (5 M\$). Le reste lui sert à remplir ses obligations locatives (37 M\$) et hypothécaires (0 M\$), et à financer le Programme de gestion de l'énergie du Nunavut (PGEN, 16, M\$). Le total des emprunts est inférieur de 27 M\$ à celui du 31 mars 2021, en baisse de près de 7 %. Bien que les emprunts de la SÉQ aient augmenté par rapport à l'année précédente, la réduction continue des obligations liées aux contrats de location-acquisition et aux aéroports a entraîné une légère baisse de la dette globale. Le GN prévoit de dépenser 19 M\$ en remboursements de capital et d'intérêts pour les contrats de location-acquisition et de ne faire aucun paiement pour les hypothèques en 2024-2025. Un montant supplémentaire de 2 M\$ sera versé pour l'aéroport d'Iqaluit et 0 M\$ pour le PSEN à l'échelle nationale, les emprunts ont commencé à ralentir à mesure que l'économie se remet de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement fédéral, qui prévoit des emprunts supplémentaires de 38 B\$ en 2024-2025, verra son ratio dette nette/PIB augmenter légèrement pour atteindre 43 % en 2025.

Limite d'emprunt du GN

31 déc. 2023; en M\$

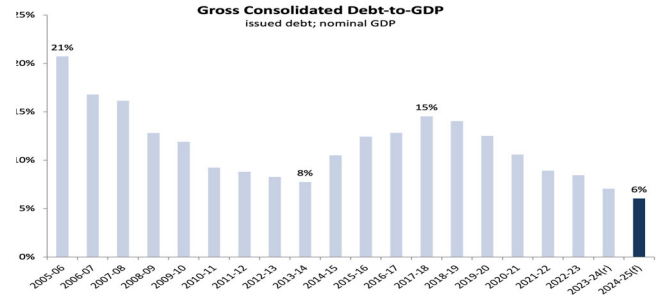
GN Borrowing Under Debt Cap

December 31, 2023, consolidated; \$M



Dettes consolidées brutes / PIB

Gross Consolidated Debt-to-GDP
 issued debt; nominal GDP



Côte de crédit

Déc. 2023; DBRS

AA faible

aucune fluctuation

La cote de crédit est une évaluation du risque de crédit du gouvernement, ou, en d'autres termes, de sa capacité à rembourser ses dettes. L'agence DBRS Morningstar Canada attribue chaque année une cote de crédit au GN (et à d'autres gouvernements au Canada et ailleurs). En décembre 2018, elle a attribué au GN la cote de crédit AA faible (avec tendance stable), une cote qui a été subséquemment confirmée chaque année depuis. Ce score élevé reflète le faible risque de non-paiement du GN. En supposant que les conditions du crédit ne changent pas, le GN devrait s'attendre à conserver cette cote aussi longtemps que nous ferons preuve de discipline budgétaire. Le Nunavut a reçu sa première cote de crédit en août 2012; l'agence Moody's lui a alors attribué la note Aa1.

Province/Territoire	Côte de crédit DBRS
Canada	AA élevé
BC	AA élevé
Saskatchewan	AA faible
Alberta	AA faible
Nunavut	AA faible
Yukon*	AA faible
NWT*	AA faible
Ontario	AA faible
Quebec	AA faible
Manitoba	A élevé
New Brunswick	A élevé
Nova Scotia	A élevé
PEI	A
Newfoundland	A faible

Principaux indicateurs économiques

Les indicateurs suivants nous renseignent sur l'état actuel de l'économie du Nunavut et son évolution au fil du temps. Les tendances observées permettent d'évaluer les politiques et de prévoir la progression de l'économie. Toutefois, les chiffres doivent être interprétés avec prudence, car chaque indicateur a ses forces et ses faiblesses. Ils peuvent être révisés fréquemment par Statistique Canada ou d'autres organismes.

L'économie du Nunavut

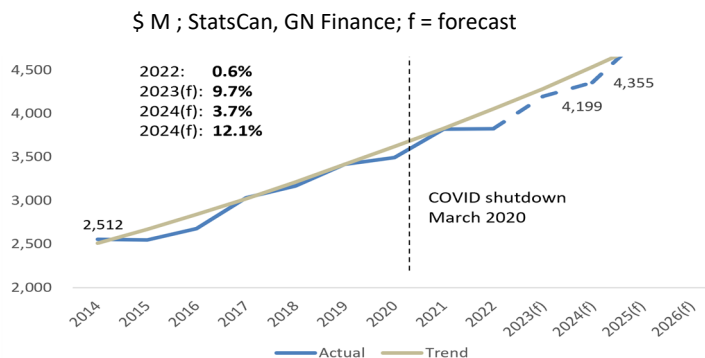
PIB nominal **5 625 \$**
 Est 2024, M\$ (Statcan 36-10-0222-01 et ministère des Finances du GN, janv. 2024) **+6.1%**

Le produit intérieur brut (PIB) nominal indique la valeur marchande totale de tous les biens et services produits dans une région. Il représente également la mesure la plus générale de l'activité économique. Selon les dernières prévisions, le PIB nominal du Nunavut atteindrait 5,6 G\$ en 2024, soit une hausse de 6 % par rapport à 2023 (qui, d'après nos estimations, a connu une croissance d'environ 12 %). Les dépenses publiques et les prix élevés des produits de base continuent de favoriser une forte croissance économique, même si l'inflation persiste et que la croissance demeure modeste dans le reste du Canada. On s'attend à ce que la production aurifère des mines Meadowbank (cible de 420 000 onces) et Meliadine (412 000 onces) d'Agnico Eagle continue de rebondir après les perturbations causées par la COVID-19. La reprise de la production sur le site de Hope Bay de la société représente un risque à la hausse pour les prévisions. La mine de fer Mary River, dans l'État de Baffinland, continue de produire environ 6 millions de tonnes par année, bien que les plans d'expansion à long terme du site demeurent en constante évolution sur le plan financier et réglementaire. Pendant ce temps, les secteurs du transport aérien, du tourisme, des loisirs et de la restauration du territoire, durement touchés par la COVID-19, continuent de se remettre de la COVID-19 et affichent une forte croissance.

PIB réel **4 355 \$**
 Est 2024, M\$ 2017((36-10-0222-01 et ministère des Finances du GN Janv. 2024) **+3.7%**

On ajuste le PIB réel en fonction de l'inflation en soustrayant de la croissance du PIB nominal du taux d'augmentation du prix des biens et des services d'une année à l'autre, ce qui permet d'obtenir des prix « constants ». En éliminant le facteur de la variation des prévisions du PIB, on précise le portrait réel de l'évolution de la production ou des revenus d'un territoire. On s'attend à ce que le PIB réel du Nunavut (qui était à moins de 10 % en 2023) augmente de 4 % en 2024, pour atteindre environ 4,4 G\$. Les perspectives économiques à long terme du Nunavut demeurent liées au vaste potentiel minier du territoire – et à sa dépendance envers les prix mondiaux des produits de base – ainsi qu'à l'éducation et au perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre. La poursuite des investissements dans les infrastructures essentielles améliorera également le potentiel économique du territoire.

PIB du Nunavut



PIB réel par habitant **103 016\$**
 Est 2024, \$ 2017((ministère des Finances du GN Janv. 2024) **+1,6%**

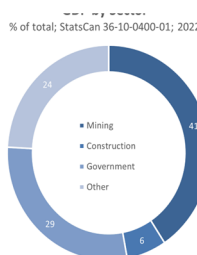
On calcule le PIB réel par habitant(e) en divisant la production ajustée en fonction des prix par la population totale. Nous effectuons le suivi de la production par personne parce que les avoirs moyens peuvent être un guide utile pour le niveau de vie (quoiqu'elle ne révèle rien sur la distribution des richesses dans la population; elle ne signifie pas non plus que toutes les richesses produites demeurent dans le territoire). C'est également un bon indicateur pour déterminer si la croissance économique suit le rythme de l'accroissement démographique rapide de notre territoire. Selon les prévisions actuelles, le PIB réel par personne devrait augmenter de près de 2 % en 2024.

Part du gouvernement dans le PIB **24,9%**
 estimation pour 2024; \$ 2017 (CBoC) **+3.1 PP**

La proportion du PIB du gouvernement se calcule en divisant l'activité économique totale de sous-secteurs de PIB de l'administration publique, de l'éducation, des soins de santé et de l'assistance sociale par le PIB réel de son territoire. Le secteur public joue un rôle important dans l'économie du Nunavut : nous prévoyons qu'un peu plus de 25 % de tous les biens et services proviendront de ce secteur en 2024. Bien que ce chiffre soit une amélioration par rapport à l'estimation pour 2023, il reste élevé. Par exemple, l'activité économique du gouvernement fédéral compte généralement pour moins de 20 % de l'économie nationale. Le gouvernement occupe une place importante dans l'économie du Nunavut, non seulement en raison du coût élevé de la prestation des services au public dans le Grand Nord, mais aussi à cause de la taille généralement modeste du secteur privé du territoire. L'exploitation minière fait exception, représentant environ un tiers de l'économie, soit la majeure part de l'industrie au Canada. En règle générale, la baisse de la part du gouvernement dans le PIB suggère une maturation et une diversification économiques, ce qui est appréciable.

PIB par secteur

% du total; StatCan 36-10-0400-01; 2020



Investissement des entreprises en capital **809M\$**
 2022 (2017 en M\$); StatCan 36-10-0222-01 -20,0%

Les investissements des entreprises dans les immobilisations correspondent au montant total des dépenses en immobilisations provenant du secteur privé au cours d'une année donnée. Les entreprises ont investi 0,8 G\$ au Nunavut en 2022 (dernière année pour laquelle les chiffres sont connus). Ces dépenses ont surtout été consacrées aux investissements importants dans les constructions non résidentielles (475 M\$, -19 %), au matériel et à la machinerie (140 M\$; -48 %) et à la propriété intellectuelle (154 M\$; +31 %), le secteur des ressources naturelles comptant pour l'essentiel de cette activité. L'investissement en constructions résidentielles est demeuré inchangé (à 40 M\$), ce qui témoigne du resserrement de l'offre de logements dans le territoire. En plus de cet investissement des entreprises, 223 M\$ ont été dépensés pour des projets gouvernementaux et à but non lucratif, ce qui porte les dépenses en immobilisations totales dans le territoire en 2022 à 1 032 M\$ (-19 %).

Bien que la nature cyclique de l'exploitation minière rende les dépenses en immobilisations au Nunavut intrinsèquement instables, les perspectives en matière d'immobilisations du territoire semblent prometteuses. Le gouvernement et l'industrie ont récemment pris d'importants engagements en matière d'infrastructure, ce qui est crucial, car le manque d'infrastructures est l'un des principaux obstacles à la poursuite des investissements et de la croissance dans le territoire.

Grands projets

Mine d'or de Hope Bay : la construction est en cours sur le projet Goose de 800 M\$ de B2Gold, une combinaison de mine et de complexe souterrain qui pourrait produire 300 000 onces annuellement, à partir de 2025.

Plan de logement du Nunavut 3000 : SHN et NCC Development ont annoncé leur intention de construire 3 000 logements d'ici 2030. Cette stratégie comprend la construction d'une gamme de types de logements dans l'ensemble du territoire, avec un financement provenant du GN, du gouvernement fédéral et du secteur privé.

Remplacement du réseau de distribution de Rankin Inlet : des préparatifs sont en cours pour remplacer le réseau de distribution d'eau et d'égout de la collectivité, un réseau de conduites installé dans les années 1970 et actuellement soumis à une faible pression d'eau, à des ruptures de canalisation et au gel.

Construction **162 unités**
 2022; StatCan 34-10-0066-01 +135%

Un indicateur en temps réel de l'activité de dépenses en immobilisations d'une économie est le nombre de permis de construction délivrés par les municipalités. Ceux-ci montrent non seulement les nouvelles unités en construction, mais aussi leur type de modèle. La rareté des terrains viabilisés et de la main-d'œuvre qualifiée a ralenti le secteur de la construction du territoire, mais en 2022, il a commencé à rebondir (+135 %). En 2022, le Nunavut a délivré 162 permis dans les catégories suivantes :

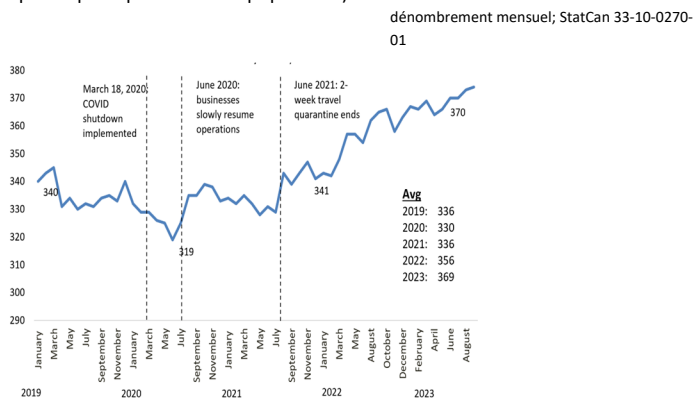
Ventes au détail(mensuel) **51,3 M\$**
 2023 moy (nov.-déc. excl.); nom \$; StatCan 20-10-0056-01) +5,4%

Les ventes au détail fournissent des informations opportunes et importantes sur la santé économique des consommatrices et consommateurs. Nous comparons les ventes au détail sur douze mois pour éviter de confondre les résultats avec les tendances ordinaires ou « saisonnières » qui se répètent chaque année, comme la façon dont

les ventes de mazout de chauffage augmentent en hiver et diminuent en été. Même si les données de fin d'année ne sont pas encore très solides, les ventes au détail ont été solides en 2023, avec des ventes moyennes de plus de 51 M\$ par mois. De ce total, nous estimons qu'environ les trois quarts sont allés aux épiceries et le reste à d'autres détaillant(e)s, y compris les dépanneurs.

Entreprises actives (mensuel) **369**
 2023 en moyenne (oct.-déc. excl.); StatCan 33-10-0270-01 et BSN +3,6%

Le nombre d'entreprises actives est un autre outil pour mesurer la demande privée et la vitalité relative d'une économie. Un plus grand nombre d'entreprises qui s'ouvrent signifie que les entrepreneurs ont suffisamment confiance en la santé de l'économie pour risquer leur capital. Elle accroît également la concurrence et met davantage de biens et de services à la disposition des consommatrices et consommateurs. Le nombre moyen d'entreprises actives au Nunavut est passé de 356 à 368, une autre année de croissance vigoureuse (4 %, encore plus rapide que le taux de population).

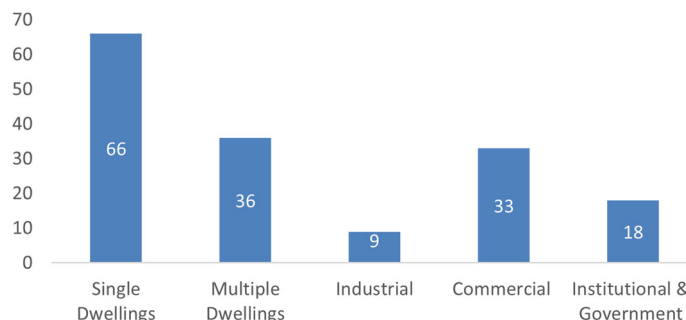


Exploitation des navires de croisière **147**
 2023; Tourism Nunavut inchangé

Tourisme Nunavut compte environ 145 exploitant(e)s d'entreprises touristiques membres, ce qui représente environ 95 % de toutes les activités touristiques au Nunavut. De ce nombre, près de 90 % ont leur siège social au Nunavut et 77 appartiennent à des personnes inuites. On estime que 50 000 personnes sont venues dans le territoire en 2023. Environ la moitié de celles-ci sont venues pour affaires, la majorité provenant du reste du Canada. Le territoire a aussi accueilli 8 000 personnes d'autres pays dont la majorité, 4 000 touristes, est arrivée par bateau de croisière. L'industrie emploie environ 3 000 employé(e)s à temps

Permis de construction
 2022(Janvier excl);

Construction Permits
 issued; 2022 (excl Jan)



Emploi et revenu

Population (au 1er Juillet) **40 526**

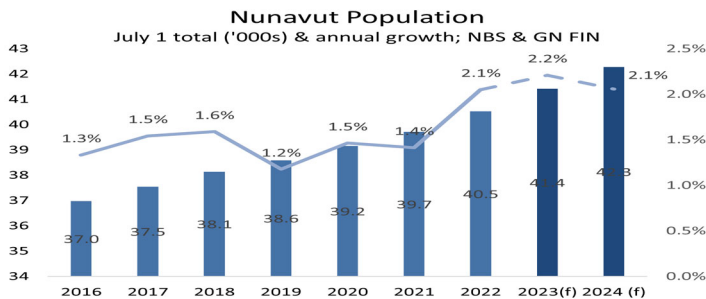
2022; STATCAN 17-10-0005-01 **+2,2%**

Nunavut Population

La population totale pour une année donnée est celle mesurée au 1er juillet. La population du Nunavut a augmenté de près de 815 personnes de 2021 à 2022, principalement en raison d'un taux de natalité élevé (les Nunavoises ont en moyenne trois enfants au cours de leur vie, le nombre le plus élevé au Canada et presque le double de la moyenne nationale). Selon les premières estimations, la migration interprovinciale s'élève à 183, un nombre plus conforme à la tendance pré-COVID-19 du Nunavut, ce qui suggère que la hausse de l'émigration post-COVID-19 pourrait s'atténuer. La population du Nunavut demeure la plus jeune au Canada : près de la moitié de sa population est âgée de moins de 26 ans (l'âge médian au Canada étant de 41 ans), et près du tiers – environ 12 425 personnes nunavoises – sont âgées de moins de 15 ans. À l'avenir, nous prévoyons que la population totale atteindra 42 275 personnes d'ici juillet 2024 (une augmentation de 2,1 %), et l'essentiel de la croissance aura lieu à Iqaluit, à Arviat et à Rankin Inlet.

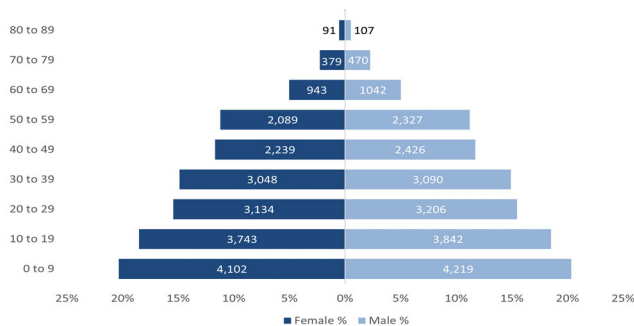
Population du Nunavut

1er juillet 2022(000) StatCan 17-10-005-01



Pyramide de la population du Nunavut

1er juillet 2022 (000); StatCan 17-10-0005-01



Emploi **14 419**

2023; BSN et StatCan 14-10-0393-01(EPA) ,CBdC **+1,5%**

L'emploi représente la moyenne annuelle de personnes occupant un emploi stable. Alors que la COVID-19 a fortement freiné l'emploi en 2020, l'économie semble avoir rebondi pour se rapprocher de la tendance. Selon les dernières estimations, 14 400 personnes ont un emploi, soit seulement 200 Nunavoises et Nunavoises de plus que d'une année à l'autre (+2 %). Le taux d'emploi du Nunavut (la proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui a trouvé au moins un emploi au cours de l'année) a augmenté de manière égale, passant de 55 % à 54 % (à l'échelle nationale, le taux est de 60 %). Bien que le BSN n'ait pas récemment mis à jour ses chiffres sur l'écart entre les taux d'emploi des personnes inuites 54% dans la dernière diffusion) et des personnes

non inuites (inchangé à 92 %), des preuves anecdotiques suggèrent qu'il faudra encore beaucoup de travail pour réduire cet écart et s'assurer que l'économie fournit les emplois nécessaires aux quelque 10 000 personnes nu-

Taux de chômage **13.2%**

2023; StatCan 14-10-0393-01 (EPA) **-0,8pp**

Le taux de chômage est le pourcentage de la main-d'œuvre qui, sans travailler, continue de rechercher un emploi activement. En 2023, le taux de chômage au Nunavut est augmenté pour atteindre 13 %, soit une hausse de 2 022 points de pourcentage par rapport à 5.4 (à l'échelle nationale, le taux est de 5,4 %). Le taux de participation au marché du travail du Nunavut (la part des personnes nunavoises âgées de 15 ans et plus activement en recherche d'emploi) a été encore plus durement affecté, chutant de 1 pp en 2023 pour atteindre 54 % (ce taux étant de 62 % à l'échelle du Canada). Bien que légère, cette baisse suggère que certains Nunavoises et Nunavoises ont été découragé(s) par la conjoncture économique et ont quitté le marché du travail. Les conditions de logement difficiles sont les coupables les plus probables.

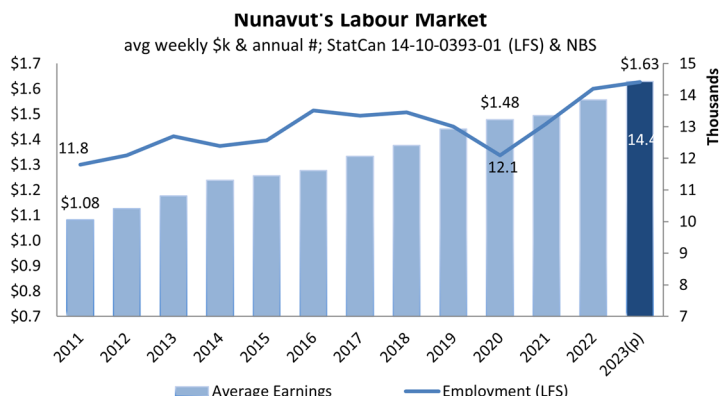
Rémunération hebdomadaire moyenne **1 629\$**

2023 (moyenne sauf nov.-déc.) Agglomération 14-10-0203 **+4,7%**

Selon les plus récents chiffres, la rémunération hebdomadaire moyenne au Nunavut a augmenté de 73 \$ (+ 5 %) en 2023. La rémunération moyenne dans les secteurs de production de biens, comme la construction, a connu une importante croissance (1 720 \$ par semaine; une hausse de 9 % depuis 2022), mais le secteur des services (qui dépend proportionnellement de la réduction du nombre d'effectifs aéroportés) n'a rien fait pour aider à éliminer l'écart (1 457 \$ par semaine; +6 %). Le pouvoir d'achat des travailleuses ou travailleurs augmente lorsque les salaires dépassent l'inflation, ce qui rend la hausse des « gains réels » (2,2 % sur un an, contre 0,3 % en 2022) très appréciée des travailleuses ou travailleurs. Au Nunavut, la rémunération hebdomadaire demeure bien au-dessus de la moyenne canadienne de 1 202 \$. Cette différence de +36 % (en hausse de 2 pp par rapport à 2022) s'explique par une économie en plein essor, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et le coût élevé de la vie dans le Nord.

Marché de l'emploi du Nunavut

\$heb, moy annuelle StatCan &BSN



Productivité

224 106 \$ par travailleur

2022; (StatCan 36-10-0480-01)

+2,2%

La productivité mesure la quantité de biens et de services produits à l'aide d'un stock donné de terres, de main-d'œuvre et d'immobilisations. La productivité du travail s'intéresse en particulier à l'efficacité des travailleuses ou travailleurs. Bien que la productivité augmente et diminue en même temps que l'économie, nous nous attendons à une tendance générale à la hausse. Plus chaque travailleuse ou travailleur du Nunavut produit de l'argent, plus le territoire s'enrichit. En 2022, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, chacune d'entre elles a produit environ 224 000 \$ de PIB, en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. En d'autres termes, chaque travailleuse ou travailleur du Nunavut gagne environ 120 \$ pour chaque heure travaillée, soit 1,4 fois la moyenne nationale. Bien que les baisses de la productivité du travail ne soient jamais bonnes, le faible résultat de 2022 s'explique en partie par le fait qu'en 2021 une expansion sans précédent de la production minérale dans le territoire s'est produite. Comme nous ne pouvons pas nous attendre à ce type d'expansion minière chaque année, il sera nécessaire d'augmenter la productivité dans d'autres secteurs tels que les services, où les gains peuvent être beaucoup plus difficiles à obtenir.

Familles à faible revenu

3 910

2021, tous les types; BSN et StatCan 11-10-0020-01

+21,4%

La Mesure de faible revenu est une mesure relative du faible revenu, fixée à 50 % du revenu médian après impôt des ménages (22 240 \$ en 2021). La mesure est catégorisée en fonction du nombre de personnes présentes dans le ménage : les familles comptant un couple (1 030 familles gagnant moins de 37 610 \$ après impôt; en hausse de 270 par rapport à la mesure de 2020), les familles monoparentales (1 650 familles sous le seuil de 24 880 \$; en hausse de 240) et les personnes sans famille (1 220 gagnant moins de 12 340 \$; en baisse de 170). Les dernières données datent de 2021 et montrent une augmentation de 21 % du nombre de familles vivant sous le seuil de la pauvreté. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'élimination progressive des mesures de soutien du revenu sans précédent liées à la COVID-19 au Canada. Le nombre total de ménages au Nunavut est d'environ 12 000.

Bénéficiaires de l'aide au revenu

11 140

2023, BSN, min. des services à la famille du GN

+3,2%

L'assistance au revenu consiste en divers programmes des prestations (y compris l'assistance sociale, le supplément de revenu pour les personnes âgées et la subvention sur le combustible destinée aux personnes âgées, la subvention aux services de garde et la prestation pour enfants du Nunavut) qui offrent une aide financière plus ou moins importante aux personnes âgées de 18 ans et plus et à leurs personnes à charge. En 2023, près de 11 000 personnes nunavoises dans 5 400 ménages (environ 27 % de la population du territoire) ont reçu des prestations d'un programme sous condition de ressources. Ce nombre est en légère hausse par rapport à 2022 (+3 %). Le total des prestations d'assistance sociale s'est élevé à 58 M\$ (en forte hausse par rapport à 44 M\$ en 2022), une augmentation qui s'accompagne d'un paiement moyen par famille beaucoup plus élevé (10 656 \$, en hausse par rapport à 8 627 \$ en 2020).

Prix et marchés financiers

Taux de financement à un jour (BDC)

5%

Janv. 2024; Banque du Canada

+0,75p.p.

Le taux d'intérêt à un jour ou « stratégique » de la Banque du Canada est le taux auquel elle prête aux grandes banques et autres principales institutions financières. Le taux a été fixé à 5 % depuis juillet 2023. Mis à jour huit fois par année, nous nous attendons à ce que ce taux commence à baisser graduellement à mesure que la Banque poursuivra ses efforts lents, mais constants pour freiner au moins le succès monétaire de la maîtrise de l'inflation. Jusqu'à ce qu'ils le fassent, les taux d'intérêt des prêts hypothécaires, des marges de crédit et des prêts aux entreprises resteront inconfortablement élevés pour de nombreuses entreprises et propriétaires. La lutte contre l'inflation pourrait également être compliquée par de nouvelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement, non plus dues à la COVID-19, mais plutôt à l'instabilité géopolitique exceptionnellement élevée, ce qui n'avait pas été vu depuis plusieurs décennies. La cible d'inflation de 2 % de la Banque a été renouvelée par le gouvernement fédéral en 2021. Le taux du financement à un jour est légèrement différent du taux d'intérêt créditeur, qui est le taux moyen effectivement payé par les banques com-

Rendement des obligations de 10 ans

3,34%

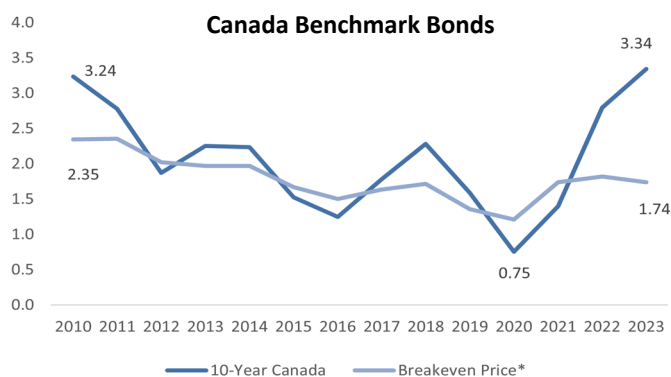
2023; Banque du Canada

-0,55 p.p

Les obligations du Canada à 10 ans sont émises par le gouvernement fédéral pour une échéance de 10 ans. Le rendement est le taux de rendement que les investisseuses et investisseurs sont payés pour l'achat de l'instrument. Le rendement est important, car il est considéré comme un indice utile des taux hypothécaires, ainsi qu'un indicateur de la confiance des investisseuses et investisseurs dans l'économie. Les rendements ont augmenté d'un demi-point de pourcentage en 2023, les entreprises emprunteuses ayant été contraintes de s'aligner sur la hausse des taux d'intérêt. Jusqu'à présent en 2024, les rendements ont légèrement augmenté, à la suite de la légère hausse de l'inflation nationale en décembre. Des événements de sécurité mondiale indésirables continuent également d'agiter le marché. Pendant ce temps, les prix d'équilibre, c'est-à-dire les attentes du marché en matière d'inflation (calculées comme le rendement des obligations à long terme du Canada moins le rendement des obligations à rendement réel du Canada), sont demeurés pratiquement inchangés en 2023 (en baisse de 0,08 pp pour

Obligations Canadiennes de référence(10 ans)

Rendement moyen annuel; Banque du Canada



Taux de change du \$ CA en \$ US

0,74 \$

2023, Banque du Canada (moyenne annuelle)

-3.6%

Le taux de change du CAD en USD représente le montant en dollars américains (USD) qu'une personne peut acheter avec un dollar canadien (CAD). Le taux de change tient compte des échanges commerciaux et, surtout, de la volatilité des capitaux qui cherche à obtenir un rendement optimal d'un pays à l'autre. Le CAD a tendance à suivre les prix des produits de base, notamment le pétrole. La baisse des prix de l'énergie a contribué à faire baisser le dollar en 2023 à une moyenne de 0,74 \$, soit une baisse de 4 % ou de près de 3 cents.

Indice des prix à la consommation, Iqaluit **141,9**
 2023 (2002 = 100), moy. annuelle; 18-10-0005-01 +2,5%

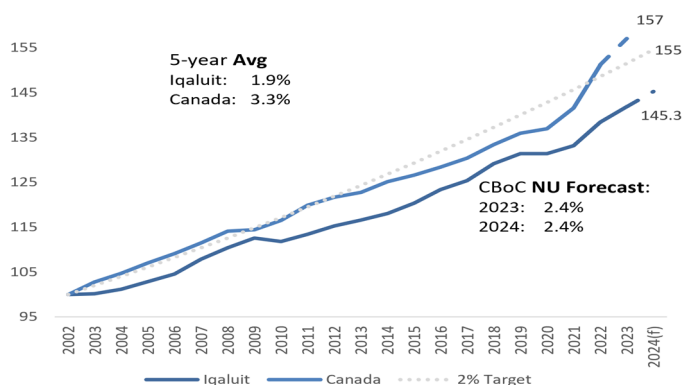
Loyer mensuel moyen à Iqaluit **2 835\$**
 2022, logements sociaux exclu; SCHL +1,3%

L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'inflation, c'est-à-dire la variation au fil du temps du prix d'un panier fixe de biens et services. Alors que l'inflation a bondi à l'échelle nationale (6,8 % en 2022 et 3,9 % en 2023), au Nunavut, les mouvements de prix ont été modérés : ils ont augmenté de 3,9 % en 2022 et de 2,5 % en 2023. Bien qu'un mélange de politiques et de subventions ait permis de protéger l'économie du Nunavut, les craintes liées à l'inflation ne se sont pas complètement dissipées, la Banque du Canada étant suffisamment préoccupée pour maintenir ses taux élevés relativement stables. Les données de l'IPC ne sont disponibles que pour Iqaluit, ce qui signifie que cet indicateur ne reflète pas l'inflation des prix dans les autres municipalités. De plus, il est important de noter que l'IPC ne mesure pas les niveaux de prix, mais seulement la rapidité de leur évolution. À la base, les prix au Nunavut sont très élevés comparativement au reste du pays, et ce, en raison des coûts substantiels de l'énergie et du transport et de la concurrence limitée.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a révélé que le loyer mensuel moyen à Iqaluit – la seule localité du Nunavut pour laquelle des données sont à notre disposition – n'a augmenté que de 1 % en 2022, pour atteindre 2 835 \$ (excluant le logement social; la SCHL estime que 22 % des logements sont loués par la SHN pour le logement social; 44 % par le GN et le Canada pour le logement du personnel; 13 % par des particuliers, et 21 % par d'autres). Ventilé par taille de logement, le loyer moyen était de 2 571 \$ pour un logement d'une chambre, de 2 930 \$ pour un logement de deux chambres, de 3 330 \$ pour un logement de trois chambres et de 3 930 \$ pour un logement de quatre chambres ou plus. Le nombre total de logements loués a quelque peu progressé (2 126), pour s'établir à 2 273. En ce qui concerne la propriété, le prix de vente médian résidentiel d'Iqaluit a augmenté considérablement en 2022 en raison de l'inflation, en hausse de 110 000 \$ à 735 000 \$ (+18 %). Les ventes résidentielles ont légèrement diminué, passant de 49 à 44 (dont 33 logements individuels isolés, 11 maisons en rangée et 0 condo) Veuillez noter que le rapport de 2023 de la SCHL n'a publié que les valeurs locatives médianes, ce qui fait que ces chiffres ne sont pas strictement comparables à ceux des années précédentes.

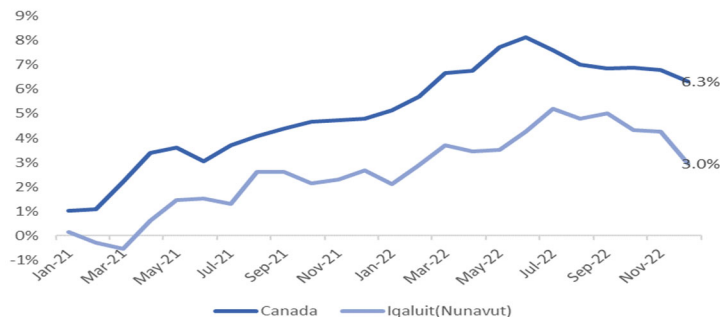
Indice des Prix à la Consommation

All items annual avg, 2002 = 100; StatsCan 18-10-0005-01



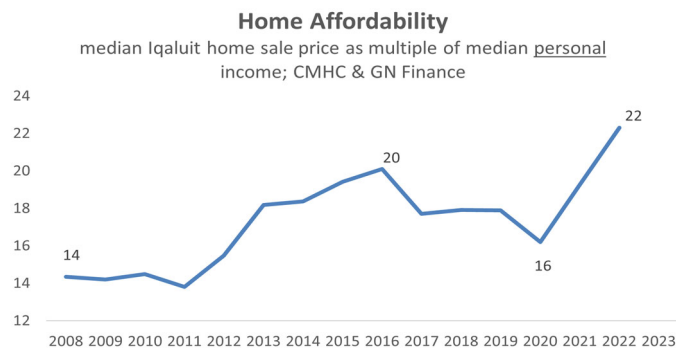
Recent Inflation

All-items, MOM%, StatCan 18-10-0004-01



Abordabilité des maisons

Vente médiane de maison à Iqaluit multiple de revenu médian



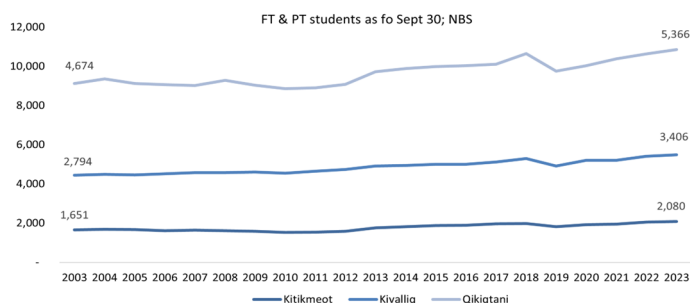
Mesures sociales

Taux d'obtention du diplôme secondaire **37,4%**
2022-2023, chiffre brut; BSN et ministère de l'Éducation du GN -1,0pp

On calcule le taux d'obtention de diplôme secondaire en divisant le nombre de diplômé(e)s de niveau secondaire d'une année donnée par le nombre d'élèves admissibles à l'obtention de diplôme. Le faible taux de persévérance scolaire au secondaire constitue un des défis majeurs de l'économie du Nunavut. Selon la dernière partie des données à notre disposition (2023), la proportion des Nunavoises et Nunavois de 17 à 18 ans qui obtiennent leur diplôme de l'école secondaire a chuté de près de 1 pp à moins de 37 %. Le nombre total de diplômé(e)s a également légèrement diminué, passant de 262 à 246 (-6 %). Néanmoins, ces chiffres indiquent que beaucoup de travail reste à faire : en comparaison, le taux national de diplomation au secondaire est de 81 % (et 89 % dans les deux années supplémentaires).

Public School Enrollment

Personnes étudiantes à temps plein et partiel au 30 sept. ;

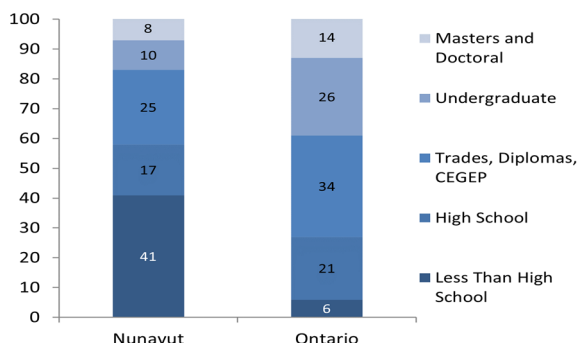


Apprentis inscrits **168**
2022; principaux métiers; StatCan 37-10-0023 **+5,7%**

Les apprentissages inscrits sont des emplois avec formation qui aident à obtenir les qualifications et les compétences requises tout en étant un gagne-pain. Comme l'économie du Nunavut fait face à une pénurie de gens de métier spécialisés, le GN – par l'intermédiaire du Collège de l'Arctique du Nunavut et du ministère des Services à la famille – s'emploie à accroître le nombre d'apprentissages inscrits. En 2022, la dernière année où les données sont à notre disposition, le total a augmenté à 168 (9 placements ou 5,7 %). Les mécanicien(ne)s de machinerie lourde (30), les charpentier(ère)s (27), les électricien(ne)s (27), les plombier(ère)s (18), et le secteur de l'entretien des véhicules automobiles (6) composaient les catégories de métiers les plus populaires qui ont pris la tête. Il est important de noter que le total actuel est nettement inférieur au pic de 2010 de 255 et que le Nunavut reste très loin derrière les deux autres territoires (573 au Yukon et 360 dans les T.N.-O.).

Niveau d'études

% de la population 25-64, 2021



Indice de gravité de la criminalité **380,0**
2022; par 100 000 habitants; StatCan 35-10-0026-01 **-3,7%**

L'indice de gravité de la criminalité (IGC) mesure la gravité des actes criminels signalés à la police. L'indice est pondéré en fonction de la gravité de l'acte (mesurée selon la durée moyenne de l'incarcération) et est exprimé sous forme de taux par 100 000 personnes pour faciliter la comparaison avec les provinces et les autres territoires. En 2022, la valeur de l'IGC du Nunavut a augmenté de 4 %, soit à environ 380, le deuxième taux le plus élevé au Canada. Ce chiffre est de 78 à l'échelle nationale. Une autre statistique de la criminalité que nous suivons est le taux d'homicides du territoire, qui a chuté de 50 % (de 2 meurtres à 1). Cela équivaut à 2,5 homicides pour 100 000 habitant(e)s, un chiffre supérieur au taux national de 2,2 (équivalent à 874 homicides, soit 78 de plus que l'année précédente et la quatrième

Exploitation Minière

Indice des prix des produits de base: Métaux et minéraux **740,0**
2022; Banque du Canada **-20,4%**

La Banque du Canada fait le suivi du prix au comptant ou du prix de vente en USD des produits de base fabriqués au Canada et vendus sur les marchés mondiaux. La valeur de l'indice des métaux et minéraux de la Banque a diminué de -20 % en 2023, moins en raison de la baisse de la demande que des interruptions d'approvisionnement induites par la COVID-19 qui se résorbent lentement. Les produits de l'énergie (-20 %), de l'agriculture (-11 %) et de la pêche (-5 %) ont également chuté, ce qui a soulagé les prix des consommatrices et consommateurs, mais réduit les bénéfices des productrices et producteurs.

Cours des produits de base

Les marchés des produits de base ont été confrontés à d'importantes baisses de prix en 2023, l'offre croissante ayant répondu à une demande non satisfaite étouffée par la pandémie et ses implications. Le pétrole, par exemple, est passé d'une moyenne annuelle de 100 \$ le baril (Brent) en 2022 à 79 \$ US aujourd'hui. Après avoir atteint un record en 2021, le prix de l'acier a baissé d'un tiers. Les chiffres préliminaires de 2023 montrent que les dépenses d'exploration minière au Nunavut ont diminué de 37 % pour s'établir à 161 M\$. Par conséquent, le nombre de permis de prospection a diminué considérablement (de 90 à 24), bien que les baux miniers soient demeurés essentiellement inchangés (de 565 à 566) et que les claims aient augmenté (de 2 508 à 3 054). Nous aimerions voir un rebond en 2024, alors que les prix du carburant diminuent et que les prix des métaux précieux restent élevés. Pour l'avenir, la Banque mondiale prévoit que les prix historiquement élevés des produits de base devraient chuter de 4 % en 2024. L'énergie pourrait diminuer de 5 % (le brut Brent atteignant en moyenne 81 \$ le baril), tandis que les métaux et les produits agricoles pourraient diminuer de 2 % supplémentaires. Une croissance mondiale décevante présente un risque et les inquiétudes géopolitiques restent vives. Des restrictions commerciales supplémentaires et de mauvaises récoltes pourraient faire grimper les prix des denrées alimentaires

Total de la production minière **2,26G\$**

2022 préliminaire (G\$); Ressources naturelles Canada -12,4%

La production totale de minéraux correspond à la valeur totale générée par l'extraction de minéraux au Nunavut au cours d'une année donnée. La valeur préliminaire de 2022 est de 2,3 G\$, en baisse de 12 % par rapport à 2021 et reflète le projet Hope Bay d'AEM qui passe à l'entretien et à la maintenance. Nous suivons généralement la composition de ce chiffre, mais Ressources naturelles Canada (RNCan) supprime maintenant les données sur le volume et la valeur de produits spécifiques et l'information à notre disposition. Nous nous appuyons plutôt sur des estimations de production annuelle de ~800k onces d'or et 6 M tonnes de minerai de fer pour la période 2022 à 2024. La production totale de minéraux au Canada a connu une légère baisse de 2022, une augmentation de 12 %, pour atteindre une valeur de 62 G\$ (ce qui donne au Nunavut une part nationale de 4 %, en baisse de 1 pp par rapport à 2021). Avec les prix élevés de l'or et l'amélioration des infrastructures, nous nous attendons à ce que les mines du Nunavut retrouvent leur pleine capacité de production.

Prix du minerai de fer **108 USD**

2023; USD/tonne sèche (Banque mondiale) -11.0%

Le prix du minerai de fer s'est chiffré en moyenne à 108 \$ par tonne sèche en 2023, une baisse de 13 \$ par rapport à 2022. Cette baisse reflète le fait que les approvisionnements en fer se résorbent d'eux-mêmes après d'importantes perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la COVID-19 et à d'autres perturbations. Il est également possible que la demande de fer ralentisse si les banquiers et banquières centrales(aux) ne parviennent pas à redresser le ralentissement de l'économie mondiale. Pendant ce temps, le gouvernement fédéral a accepté la recommandation de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER) de rejeter la proposition de la « Phase 2 » de Baffinland de Mary River d'augmenter la production annuelle de 6 M à 12 M tonnes et de construire une voie ferrée de 110 km jusqu'à Milne Inlet. En réponse, la société a cité une proposition alternative, avec des plans renouvelés pour expédier le minerai vers le sud de la mine à Steensby Inlet, ce qui a déjà été approuvé en vertu du certificat de projet existant de la société. Bien qu'il soit plus coûteux que la proposition antérieure de Baffinland, la valeur du minerai à haute teneur pourrait néanmoins rendre le port et le chemin de fer néanmoins

Prix de l'or **1 943 USD**

2023; USD/once troy (Banque mondiale) +7,9%

Le cours de l'or s'est chiffré en moyenne à 1 950 \$ US l'once troy en 2023 (+8 % par rapport à 2022). Cette vigueur était quelque peu surprenante étant donné que la hausse rapide des taux d'intérêt, entraînée par la lutte contre l'inflation, rend les dépôts en espèces plus attrayants. C'est la preuve que l'or conserve son attrait en tant que valeur refuge contre les inquiétudes liées à l'inflation et en tant que couverture contre l'incertitude politique internationale. Les prix pourraient donc se maintenir à des niveaux élevés au moins à moyen terme. Le métal précieux est actuellement extrait au Nunavut aux sites Meadowbank (qui, y compris son gisement satellite Amaruq, devrait produire un peu plus de 400 000 onces par année jusqu'en 2030) et Meliadine d'AEM (près de 400 000 onces annuelles au cours des prochaines années jusqu'en 2032 et une demande pour en produire sur une plus longue période, ainsi qu'à Hope Bay (200 000 onces une fois qu'il reprendra la production en 2024). Le projet de mine Back River de B2Gold, actuellement en cours d'élaboration, pourrait produire 200 000 onces pendant 15 ans à partir de 2024. Le projet Pistol Bay de Nordgold, situé à seulement 22 km de Whale Cove, contient des réserves tout aussi prometteuses, mais la situation financière de son propriétaire russe est toujours compliquée par les sanctions imposées en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

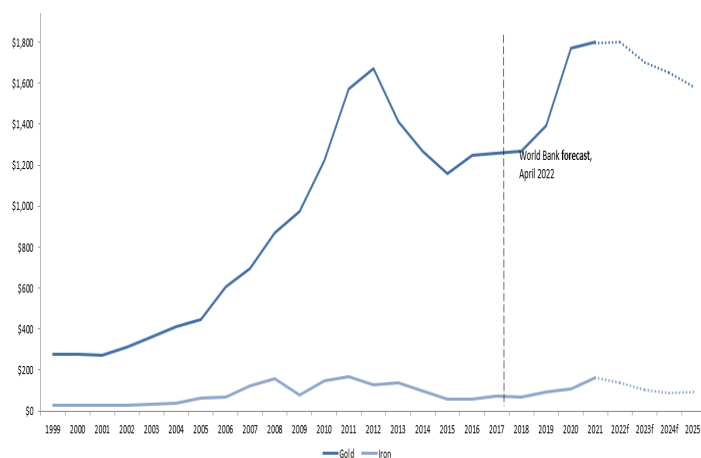
Prix du diamants **113,40 USD**

2023; prix des exportations FRED (Déc. 2013 = 100) -3,1%

Les prix des diamants ont chuté en 2023, selon l'indice des prix à l'exportation de la Réserve fédérale américaine (de même, De Beers a réduit son prix du brut par carat de 10 % lors de sa première vente de 2024, dans le but de relancer la demande), en partie à cause de la baisse de la demande de luxe, mais aussi probablement à cause des diamants synthétiques – des pierres physiquement identiques qui peuvent être fabriquées en quelques semaines dans une chambre à microondes, parfois avec des économies allant jusqu'à 80 %, ce qui réduit la part de marché des pierres traditionnelles. La De Beers a réduit les prix de certaines catégories de diamants bruts, peut-être pour répliquer. La propriété Chidliak de De Beers, située à environ 120 km d'Iqaluit, détient une teneur estimée à 18 millions de carats. Au début de 2023, le gouvernement fédéral a accepté de commencer son examen de la mine potentielle.

Prix moyen au comptant

USD; or par once



Iron Ore Price

(China import. USD/dry ton)



Principaux indicateurs budgétaires

	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24(r)	2024-25(f)
Revenus										
Transferts Fédéraux	1,659.7	1,694.3	1,846.9	1,880.0	1,933.0	2,176.3	2,278.6	2,316.8	2,536.0	2,668.9
Formule de Financement Territorial	1,454.2	1,488.6	1,529.9	1,578.8	1,641.7	1,712.5	1,782.1	1,859.4	1,971.4	2,109.5
Transferts au titre d'ententes de financement avec des tiers*	122.2	125.8	148.5	203.6	191.7	350.6	361.3	323.7	433.9	431.3
Autres transferts fédéraux	83.3	79.9	168.5	97.6	99.6	113.2	135.2	133.7	130.7	128.1
Revenus autonomes	202.2	218.6	252.7	253.9	243.5	231.7	266.2	277.1	306.3	305.6
Impôts	107.8	107.5	115.2	148.8	147.1	136.5	152.4	150.4	161.1	170.5
Fonds renouvelables (cout net des biens vendus)	33.1	52.8	39.2	35.3	28.3	32.4	42.0	44.7	42.7	54.4
Autres Revenus Autonomes	45.4	43.5	87.7	57.2	59.5	50.2	55.1	66.0	88.5	66.7
Recouvrement des dépenses des années précédentes	15.9	14.8	10.6	12.6	8.6	12.7	16.8	16.0	14.0	14.0
Total des Revenus	1,862.0	1,912.9	2,099.6	2,133.9	2,176.5	2,408.1	2,544.8	2,593.9	2,842.3	2,974.5
Part des transferts Fédéraux (%)	82.6	82.0	80.9	78.6	80.0	75.8	75.3	76.8	74.0	75.2
Ratio de l'impôt au PIB(%)	4.5	4.2	3.8	4.7	4.1	3.4	3.2	3.2	3.0	3.0
Dépenses										
Fonctionnement et entretiens	1,481.6	1,547.9	1,621.3	1,712.9	1,779.3	1,731.7	1,906.3	1,925.0	2,036.2	2,134.6
Immobilisations	223.9	221.5	301.4	191.7	180.2	206.3	140.3	197.4	510.5	355.8
Dépenses Ministerielles	1,705.5	1,769.4	1,922.7	1,904.6	1,959.5	1,938.1	2,046.6	2,122.4	2,546.7	2,490.4
Transfert Net aux Immobilisations	-88.4	-66.1	-123.0	-17.1	-18.0	-26.3	-43.0	-5.2	-217.0	-80.2
Dépenses liées auxFonds renouvelables et autres	30.4	31.8	45.5	34.1	39.3	39.8	40.2	51.2	43.3	54.1
Dépenses liées aux ententes avec des tiers	115.4	120.0	131.9	157.5	156.1	352.0	318.1	323.7	433.9	431.3
Éventualités et exigences supplémentaires	0	0	0	0	0	0	0	0.0	50.0	100.0
Total des dépenses prévues	1,763.0	1,855.1	1,977.0	2,079.1	2,136.9	2,303.6	2,361.9	2,492.1	2,856.9	2,995.6
Excédent (déficit) annuel, selon les comptes publics	99.0	57.8	122.6	54.8	39.6	104.5	182.9	101.8	-14.6	-21.1
Dépenses/habitant (\$)	48,316	50,172	52,655	54,509	55,371	58,829	59,477	61,494	68,971	70,860
Dépenses/PIB (%)	72.8	71.8	65.2	65.6	59.6	56.7	50.0	52.4	53.9	53.3
Part des dépenses en immobilisations/total (%)	12.7	11.9	15.2	9.2	8.4	9.0	5.9	7.9	17.9	11.9
Part des dépenses en santé/total (%)*	19.4	19.8	20.9	21.3	22.3	18.4	20.8	18.0	18.9	17.5
Part des dépenses en éducation/total (%)*	11.5	10.8	10.1	10.1	10.0	10.0	10.0	9.0	10.2	10.0
Excédent prévu/PIB (%)	4.1	2.2	4.0	1.7	1.1	2.6	3.9	2.1	-0.3	-0.4
Actif net (ou dette) (fin de l'exercice)	303.5	297.4	294.2	307.8	308.1	419.6	602.9	632.0	542.2	470.6
Actif net (ou dette) (fin de l'exercice)/PIB (%)	12.5	11.5	9.7	9.7	8.6	10.3	12.8	13.3	10.2	8.4
Intérêts/total des revenus (%)	0.7	0.7	1.2	0.9	1.3	0.9	0.9	0.9	0.8	0.7
Emprunts sous la limite autorisée	301.1	331.2	441.0	445.2	448.6	430.6	421.6	402.3	375.4	340.3
Cote de crédit	Aa1	Aa1	Aa1	Aa low	Aa low	Aa low	Aa low	Aa low	Aa low	Aa low

Notes : * Le GN reçoit une part modeste des revenus provenant de tiers (moins de 1.5 % en 2016-2017) indépendants du gouvernement du Canada. Ces montants figurent séparément dans les états financiers de fin d'année, mais nous les avons combinés dans le tableau ci-dessus aux fins de la présentation du budget.

** Des changements à l'échelle des ministères du GN en 2013-2014, notamment la création du ministère des Services à la famille, font en sorte que la part des dépenses en santé du total des dépenses de 2012-2013 et des années suivantes et celle de 2011-2012 et des années précédentes ne sont pas tout à fait comparables; les cellules vides indiquent qu'il n'existe aucune donnée ou prévision pour cet exercice.

Principaux indicateurs économiques

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023(r)	2024(F)
Produit intérieur brut										
PIB nominal (selon les dépenses, M\$)	2,421	2,582	3,031	3,168	3,584	4,066	4,724	4,753	5,303	5,625
PIB réel (prix de base, M\$ de 2012)	2,549	2,679	3,032	3,170	3,416	3,493	3,822	3,827	4,199	4,355
PIB réel par habitant (prix de base, \$ de 2012)	69,859	72,454	80,754	83,108	88,516	89,205	96,245	94,433	101,371	103,016
Part du Gouvernement dans le PIB réel (%)	36.6	35.5	32.9	31.5	30.4	29.5	29.1	29.0	28.0	24.9
Investissements des entreprises dans les	731	742	1,196	1,647	1,443	842	1,010	817		
Population et emploi										
Population, 1er juillet (nombre de personnes)	36,488	36,975	37,546	38,143	38,592	39,157	39,711	40,526	41,422	42,275
Emploi (nombre de personnes employées)	12,567	13,000	13,000	12,900	13,000	12,100	13,100	14,200		
Taux de chômage (%)	16.0	14.9	15.2	14.0	14.0	15.6	10.4	14.0	13.2	
Taux d'emploi (% de la population de 15 ans et plus)	53.0	55.8	55.4	54.3	53.9	53.9	49.2	50.5	55.1	
Taux De participation (%)	53.3	55.9	54.8	54.7	55.3	49.7	55.9	55.1	53.9	
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	1,256	1,277	1,333	1,376	1,441	1,472	1,477	1,494	1,556	1,629
Total des revenus (millions \$)	1,040	1,046	1,095	1,199	1,200	1,311	1,205			
Revenu total médian (\$)	27,243	27,614	28,424	29,156	30,602	34,178	32,713	32,941		
Part du total des revenus des premiers 10 % (%)	34.0	33.4	33.2	34.2	33.0	31.8	26.2			
Bénéficiaires du soutien au revenu	14,428	14,337	14,952	14,488	14,142	12,684	9,987	10,791	11,140	
Taux d'obtention diplôme d'études secondaires.	33.7	41.7	47.7	39.2	48.5	43.6	37.4			
Tendances monétaires										
Taux de financement à un jour de la Banque du	0.6	0.5	0.7	1.0	1.75	0.25	0.25	0.25	4.25	5.0
Indice du prix à la consommation, Iqaluit	120.4	123.4	125.4	129.2	131.4	131.4	133.2	138.4	141.9	
Coût du panier à provisions au Nunavut (24 produits)	165.3	172.9	171.0	174.1						
Loyer mensuel moyen, Iqaluit (excluant les logements sociaux)	2,511	2,542	2,604	2,610	2,668	2,752	2,798	2,835		
Taux de change CAD/USD	0.78	0.75	0.77	0.77	0.75	0.75	0.80	0.77	0.74	
Produits de base										
Indice des métaux et des minéraux de la Banque du Canada	511	497	536	561	576	629	810	915	740	
Production minérale totale (\$000)	644,165	700,094	1,100,366	1,036,595	1,632,195	2,454,968	2,579,049	2,259,097		
Prix de l'or (\$ US/oz troy, moyenne annuelle)	1,160	1,249	1,258	1,269	1,393	1,770	1,800	1,801	1,943	
Prix du fer (CFR port de Tianjin, \$ US/tonne sèche Moyenne annuelle)	56	59	72	69	94	109	162	121	108	